

Ce qu'on nous a demandé d'exposer à Michel Frémont et à moi-même , à savoir «**Comment le Cotentin peut-il participer à une sortie globale du nucléaire?**» s'apparente à une gageure, particulièrement en cette période de développement de l'autoritarisme de l'Etat nucléaire français et de l'annonce par Orano-la Hague de deux nouvelles enquêtes publiques à l'automne qui n'augurent rien de bon. ¹

Si l'on veut lutter contre l'adversaire, il faut bien le connaître et le définir pour comprendre sa stratégie.

La France s'est lancée dans l'industrie nucléaire avec la volonté de se doter de l'arme nucléaire avec le choix de l'extraction du plutonium pour la «bombe» à la sortie de la guerre 39-45 à l'issue de la résistance gaulliste et communiste.

Avant le début de la guerre froide Ouest-est, en 1945, le premier administrateur du Commissariat à l'énergie atomique, Joliot-Curie, était tout autant un éminent scientifique qu'un éminent communiste, ce qui valut par la suite un changement de direction.

Avec l'arrivée du commissariat à l'énergie atomique à la Hague, avec le retour de de Gaulle au pouvoir, **le Cotentin est devenu une pièce majeure de la politique nucléaire française.**

Aujourd'hui, l'Etat dit démocratique et l'Etat nucléaire ne font qu'un :

C'est l'Etat qui est encore maintenant, le propriétaire presque exclusif de l'industrie nucléaire, ici, en Manche , globalement avec :

- L'arsenal de Cherbourg et ses constructions de sous marins nucléaires.
- ORANO -La Hague et son usine de retraitement-extraction du plutonium
- EDF , ses deux réacteurs de 1300 MW et le 3ème en construction, son EPR de 1650 MW...
- L'ANDRA et son cimetière de déchets.

Ici et ailleurs, l'Etat se contrôle lui-même à travers l'ASN et l'IRSN (implication du grand corps des Mines...). Ses institutions départementales , les conseils départementaux, gèrent les commissions dites d'information.

Les seules demi-victoires obtenues en Manche et nationalement, que ce soit à Plogoff ou sur les sites de déchets, l'ont été grâce à nos luttes et à nos interventions à l'étranger notamment pour faire rompre les contrats.

Le fond de la politique nucléaire française n'a pas changé. Au contraire depuis quelques années, elle s'est approfondie, notamment avec le premier ministre

¹ L'une à propos de la construction d'une mégapiscine de déchets, l'autre à propos d'une demande d'extension des autorisations de traitement de la gamme des combustibles, notamment du MOX.

d'Emmanuel MACRON, Edouard Philippe , ancien d'AREVA , avant qu'il ne quitte Matignon :

- Engagement d'une nouvelle piscine géante à la Hague, **considérée comme la volonté de pérenniser l'extraction du plutonium selon des syndicats qui préconisent plus la collaboration de classe que la lutte ;**
- projet, « *quoi qu'il en coûte* » de se lancer dans la construction de 6 EPR nouveaux, et de mettre en marche **coûte que coûte**, celui de Flamanville, inutile, coûteux, dangereux.
- A Hinkley Point, (G.B.) , l'association du capitalisme d'état français avec des entreprises chinoises, capitalistes d'Etat, dites communistes, autoritaires, policières , technocratiques.

La politique de transition énergétique, pour une croissance verte, n'est depuis le début, que leurre et arnaque : en même temps qu'il en faisait l'annonce, l'état nucléaire s'engageait à maintenir la production nucléaire à son niveau existant ; les renouvelables n'étant envisagées que pour subvenir aux nouveaux besoins des technologies nouvelles et au développement des automobiles électriques, vélos et trottinettes électriques et à une nouvelle relance du chauffage électrique.

C'est le MIX du RISQUE, du nucléaire et de la crise climatique, les deux tout autant réels. Les moyens de l'Etat nucléaire se sont accrus par:

- le fric : « *on vous aura au fric* » nous avait déclaré à Flamanville, le représentant du Ministre Michel d'Ornano dès les années 70.
- la propagande d'état et privée (profitant de différentes sous-traitances : le nucléaire dit décarboné permettait de réduire de régler la crise climatique en oubliant les autres polluants.
- Les tentatives d'association de certains groupes, y compris politiques (Co-gestion des accidents nucléaires avec le CODIRPA par exemple , selon la vieille politique monarchique de division.)
- L'oppositon, ici et là du développement de renouvelables, gérées par les populations.

Des forces antinucléaires et écologistes en présence sont pour une part tombées dans le piège.

Le choix que nous devons faire maintenant, le plus rapidement possible, se situe entre d'une part, le capitalisme d'état autoritaire, notre adversaire réel et d'autre part l'écogestion (eco, comme économie, et écologie), ou autogestion par les producteurs, les consommateurs-usagers et les voisins des unités de production. Ce dernier objectif était en 1984 celui des VERTS à leur création, pour les élections européennes que je portais (*cf interview pour le Monde de juin 1984*). **La lutte antinucléaire en était fondatrice : on en est loin**

aujourd'hui avec l'illusion de l'institutionnalisation d'une partie du mouvement, plus intéressé par les miettes de petits pouvoirs personnels .

Mais, que vaut aujourd'hui la démocratie représentative avec 25 à 30% des voix aux départementales et régionales et la référence permanente au Chef, au monarque élu se référant de fait au Président devenu empereur façon Napoléon III. L'alternative ne peut pas se faire par en haut mais d'abord par en bas. L'extension de la démocratie, la liberté, l'égalité, la fraternité supposent un engagement de masse à la base dans des actions de terrain et de luttes et ceci ne vaut pas que dans le domaine de l'énergie. Il faut continuer de s'indigner, il faut agir en masse, **il y a urgence : demain il sera trop tard.**

Comme l'écrivait si justement Victor HUGO, en 1848, face à la dérive de Napoléon dit le 3ème,

*« Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent, ce sont
Ceux dont un dessein ferme emplît l'âme et le front,
Ceux qui d'un haut destin gravissent l'âpre cime,
Ceux qui marchent pensifs, épris d'un but sublime... »*

Les techniques pour la mise en place pour l'alternative au nucléaire existent aujourd'hui, plus encore qu'hier : un changement non autoritaire et politique est possible . Notre force, c'est le nombre, encore faut-il pouvoir le susciter et l'utiliser pour réduire les risques, et du nucléaire et de l'effet de serre, non seulement les risques environnementaux et sanitaires, mais encore sociétaux, pour construire une démocratie nouvelle, véritablement libertaire, égalitaire et fraternelle , impossible à réaliser avec le nucléaire.

L'ami Michel Frémont avec les « 7 vents », publiait en 2005, pour le Réseau Sortir du Nucléaire , une expertise proposant la mise en place d'alternatives diverses non seulement économiques mais aussi écologiques en lieu et place de L'EPR : « Que faire avec 3 milliards d'euros ?, » coût estimé alors par la construction de ce dernier . Aujourd'hui que son coût est grimpé au moins à 20 milliards, nos propositions sont plus que jamais opérationnelles .

Didier ANGER,
Le 27 juillet 2021

Personne ressource pour le GAMA (Groupe antinucléaire Manche); un des porte-parole du Comité antinucléaire ouest, (CAN-Ouest, www.can-ouest.org) dont Michel est également membre.